

Discours de M. Valéry Giscard d'Estaing à Auch, notamment sur le plan Sud-Ouest, lundi 20 avril 1981.

Auscitennes et Auscitins, mes chers amis du Gers et des départements voisins, les Hautes-Pyrénées, le Lot-et-Garonne, la Haute-Garonne, l'Ariège et le Tarn-et-Garonne, hier matin vous avez peut-être vu à la télévision un journaliste m'interroger et il me disait : "Monsieur le Président, est-ce que vous n'êtes pas fatigué par cette campagne ?" Je lui ai répondu : "Je ne suis pas fatigué du tout, au contraire, parce que cette campagne me repose, parce que cette campagne est pour moi l'occasion de voir les Françaises et les Français. A l'Elysée, à cause de la fonction que j'ai assumée pendant sept ans, on est malheureusement, par la nécessité des choses, un peu tenu à distance, mais maintenant, c'est la campagne, je vous rencontre, cela me repose".

- Cette réunion à Auch est une réunion exceptionnelle, elle est exceptionnelle d'abord, M. Castex l'a dit à l'instant, car les Présidents de la République ne se sont pas succédé à Auch, on ne vous a pas beaucoup rendu visite et je viens cette fois comme candidat, mais étant donné que je sens bien que vous êtes décidés à me réélire, je reviendrai comme Président.

- C'est aussi une réunion exceptionnelle, d'abord j'ai été accueilli tout à l'heure par les cuisiniers de Gascogne et je vous fais une confidence, cela a été de ma part, à cause de vous, un scandale, parce qu'ils avaient préparé le meilleur dîner de France et j'ai pensé que dans cette campagne il fallait être à l'heure autant que possible, nous avons donc dégusté à peine tous les produits gras de la Gascogne en quelques minutes, mais j'ai terminé tout à l'heure par l'Armagnac pour vous dire : bonne santé et bonne chance à vous tous !

- C'est enfin une réunion exceptionnelle, parce que j'aperçois dans cette salle deux ministres des affaires étrangères, il y a M. de Guiringaud, qui vient du Tarn-et-Garonne et il y a M. François-Poncet que j'entends d'habitude parler le langage feutré de la diplomatie, et enfin je le vois là devant vous qui parle le langage politique des Français, c'est-à-dire un langage chaleureux, direct, convaincant, qui fait que s'il était candidat lui-même à une fonction locale, il serait assuré de ma voix.

- Dans cette réunion, je connais bien le Gers, je sais très bien quel est votre sentiment, quelle est votre nature, je crois pouvoir dire que nous sommes ici probablement dans une des régions les plus civilisées de la France, oui, une des régions les plus civilisées de la France, une des régions les plus humaines, les plus fines, les plus civilisatrices et en même temps les plus enthousiastes. Alors, je vais vous parler à cœur ouvert de trois sujets.

- D'abord, la campagne telle se déroule, ensuite, le Sud-ouest que j'ai appelé le premier le Grand-Ouest, enfin, de ce que nous allons faire ensemble dans cette période qui s'ouvre, c'est-à-dire ce septennat nouveau.

D'abord, la campagne `campagne électorale`. Vous l'écoutez, vous la regardez cette campagne, vous entendez la campagne des 9 autres candidats, campagne médiocre, campagne à ras de terre, campagne faite pour diviser et pour détruire, avec l'espoir que lorsqu'on divise et qu'on détruit, finalement on sert sa chance à soi. Mais les candidats inventent pour les besoins de leur cause une France qui est heureusement une France imaginaire, une France faible, on ose le dire, une France faible, une France s'abandonnant devant l'effort, une France incapable.

- Eh bien, moi qui ai été Président de la République pendant sept ans, qui ai porté les charges, les responsabilités du pouvoir, je réponds ceci : non, la France n'est pas faible, la France est forte, elle est devenue, grâce à son propre effort, la 3ème puissance militaire du monde... Si vous

regardez l'immense carte du monde, à l'heure actuelle il y a les Etats-Unis d'Amérique, il y a l'Union soviétique et il y a la France, ceci grâce à notre effort national.

- La France n'est pas faible, elle est forte.

- Non, les Français ne se sont pas abandonnés devant l'effort, ils ont fait face à la crise, naturellement la crise c'était dur, personne ne pouvait, par quelques promesses ou par quelques allusions démagogiques, effacer la crise, mais les Français ont fait face et regardez l'année 1981, je prends à témoin, - j'ai la chance, cela ne se reproduira pas une seule fois dans cette campagne, il faut venir à Auch pour cela - les deux ministres des affaires étrangères, la France fait, en cette année, face à la crise, mieux qu'aucune autre nation d'Europe, et en particulier mieux que la puissante Allemagne fédérale. Voilà ce que les Français ont été capables de faire !

- Non, la France n'est pas incapable, elle n'est pas incapable, elle a lancé en quelques années le programme d'indépendance énergétique le plus important du monde et elle l'a fait avec ses propres ingénieurs, ses propres cadres, ses propres ouvriers, elle l'a fait elle-même. Nous qui sommes - nous parlons entre nous, j'espère que la presse ne nous écoute pas, et puis tant pis, elle interprètera mes propos à sa manière - un peuple de paysans, nous avons fait l'industrie nucléaire la plus forte du monde et nous l'avons faite seule, donc nous ne sommes pas un peuple d'incapables.

- Nous construisons à Toulouse et Toulouse après tout n'est pas très loin d'Auch, la deuxième industrie aéronautique mondiale, 460 Airbus `avion` en construction, un Airbus se vend environ 150 millions de francs. Cela veut donc dire aux alentours de 70 milliards de francs de vente d'avions et je calculais, messieurs les parlementaires, que cela fait presque un Airbus par député ! Voilà ce que nous avons été capables de faire !

- Et Ariane `fusée` ? Nous avons assisté à cette performance si impressionnante de l'atterrissage de la navette spatiale, spectacle extraordinaire, cette navette sans moteur, qui se posait soudain, eh bien, pendant ce septennat qu'on vous décrit comme faible, incapable, impuissant, quels sont les pays du monde qui ont lancé des fusées dans l'espace ? Il y en a trois, il y a les Etats-Unis d'Amérique, il y a l'Union soviétique et il y a la France ! Voilà ce que nous avons fait !\

La France est estimée, est respectée à l'étranger, elle l'est par ce qu'elle a fait et par ce qu'elle est devenue elle tient son rang grâce à l'action du Président de la République, investi de la confiance de la -majorité des Françaises et des Français et qui est reconnu comme un interlocuteur égal par les super-grands. Lorsque j'ai rencontré le Président des Etats-Unis d'Amérique `Jimmy Carter`, lorsque j'ai rencontré M. Brejnev, je les rencontrais d'égal à égal, le Président de la République française ne souffre de complexe d'infériorité vis-à-vis de personne.

- J'ai consacré, pendant sept ans, sept ans, tous mes efforts à créer et à construire, et ce n'est pas maintenant que je laisserai les démolisseurs ruiner les efforts que nous avons accomplis ensemble. Nous avons établi les fondations d'une France moderne et dynamique, d'une France qui vient, d'une France que notre jeunesse bâtira après nous et c'est celui qui a construit les fondations qui est le mieux qualifié pour construire les étages de la maison. Vous entendez un certain nombre de candidats dans cette campagne qui viennent vous dire : "Mais tous ça c'est très bien, celui qui a été Président de la République vous propose de continuer son ouvrage, mais pourquoi n'a-t-il pas fait les choses plus tôt ?" Peut-être ne suivaient-ils pas eux-mêmes les événements de l'actualité, peut-être ne voyaient-ils pas ce que nous avons entrepris depuis sept ans ?

- Nous avons construit les fondations, si à l'heure actuelle, la France est considérée parmi les pays d'Europe - et Jean-François Poncet le disait tout à l'heure - comme celui qui a le meilleur avenir devant lui, c'est parce que nous avons travaillé pendant sept ans. Alors, c'est celui qui a construit les fondations, ce n'est pas celui qui prétend que les fondations ne servent à rien ou ce n'est pas celui qui vient dire que les fondations, on n'a pas commencé à les construire, c'est celui qui a construit les fondations qui est le plus qualifié pour construire les étages de la maison ! Les démagogues que vous écoutez ne peuvent construire qu'une maison de papier, une maison parcourue par les courants d'air des fausses promesses et des déceptions. C'est pourquoi la maison que je vous propose de construire, d'ailleurs c'est la maison du Sud-Ouest, c'est une maison qui a des murs de pierre

maison qui a des murs de pierre.

- Je vous propose l'espoir, placer la France dans le peloton des trois pays les plus avancés du monde et regardez les images : Etats-Unis d'Amérique, Japon et France. Et pourquoi pas ? Pourquoi n'en serions nous pas capables ? Nous avons actuellement la troisième force militaire du monde, nous avons la première industrie électro-nucléaire du monde occidental, pourquoi ne pourrions-nous pas placer la France dans le peloton des pays de tête ? Nous allons le faire ensemble, et ainsi nous améliorerons les conditions de vie, les conditions d'activité, la rémunération de toutes celles et de tous ceux qui travaillent pour la France. Je vous en prie, laissez le chœur des neuf pleureuses à leurs lamentations électorales, on ne gagne pas un match difficile en faisant des feintes de passe, il faut, au contraire, aller droit au but et donc construisons ensemble une société de paix, de liberté et d'espoir pour la France.\

Cette société, je vais vous la décrire, mais avant je voudrais vous parler un peu de votre terre, votre terre du Sud-Ouest et votre terre du Gers. On dit Gers dans le Bas-Armagnac, on dit Ger...s dans le Haut-Armagnac, c'est à vous de choisir, mais j'ai pris deux gersoises de part et d'autre pour m'accompagner dans ce que je vais vous dire maintenant. Sur votre terre, cette terre si peu visitée, cette terre qui a connu, comme certaines de terres voisines, je pense aux Hautes-Pyrénées, je pense à l'Ariège, la dévastation humaine des terres, cette terre dont l'agriculture est inquiète, incertaine, cette terre, je veux vous en parler.

- Les partis d'opposition donnent du Gers l'image d'un pays en déclin, d'ailleurs, ces partis d'opposition, si arrogants dans le Sud-Ouest, qu'ont-ils fait pour le Sud-Ouest ? C'est pour moi un sujet de stupéfaction ! Regardez le Sud-Ouest de la France, simplifions, le Sud-Ouest de la France, voilà un pays où il y a le soleil, voilà un pays où il y a l'eau, voilà un pays où il y a une très ancienne civilisation de culture, un pays qui a de grandes villes, une terre qui avait de l'énergie, du gaz, du pétrole, une espèce de Californie française, et voyez ce que cinquante ans d'opposition ont fait du Sud-Ouest de la France. Je croirais ce qu'on vous dit ici, je le croirais si j'avais entendu à l'Elysée, si j'avais vu dans les réunions du gouvernement, des représentants de cette opposition du Sud-Ouest venir nous dire : nous avons de grands projets, les voilà, réalisez-les donc. Mais en sept ans, pas une proposition pour le Sud-Ouest de la France en dehors de celle que j'ai faite moi-même ! Voilà la vérité ! Alors, pourquoi ne la dit-on pas dans cette région ? Moi qui suis revenu, je suis venu l'année dernière sur cette terre du Sud-Ouest, je suis venu deux fois pour proposer le plan du grand Sud-Ouest 1980 - 1990 qui changera votre destin sans changer, bien entendu, le caractère et la qualité de vie de la Gascogne, moi qui reviens dans cette région, je sais au contraire ce dont elle est capable, et j'ai le cœur serré de voir qu'on s'en est si mal occupé depuis cinquante ans. Elle devrait être une des grandes régions vivantes de l'Europe, une région prospère, active, inventive. Pourquoi est-elle en retard dans les équipements, dans les écoles, dans les infrastructures, dans les routes, etc.. ? Est-ce que ceux qui ont gouverné la France dans le passé, et qui ont appartenu après tout à toutes les tendances politiques, et notamment aux tendances d'opposition ont fait le bonheur du Sud-Ouest ? Je vous pose la question.\

Eh bien quand je suis entré dans la vie publique, je me souviens de ce qu'était le Sud-Ouest. Le rendement du maïs était ici de 20 quintaux à l'hectare, aujourd'hui il a plus que doublé grâce au travail des agriculteurs gersois. Si je prends des chiffres aussi simples que ceux du nombre de moutons, du volume de la collecte de lait, du nombre des tracteurs, il faut multiplier par quatre les chiffres que nous avons trouvés pour avoir les chiffres actuels.

- Je vois fréquemment les responsables nationaux de l'artisanat. Ils me disent que dans leur branche, et les responsables nationaux de l'artisanat, ils soutiennent, vous le savez, mon action et ma candidature, ils me disent que le Gers est un des plus jeunes départements de France, car dans ce département la proportion des artisans de moins de 45 ans est actuellement la plus forte de France.

- Je rencontre aussi, vous le savez, les chefs des Etats africains, et je suis heureux d'apprendre que les entreprises gersois obtiennent en Afrique d'importants marchés de travaux publics. C'est dire que votre département, représenté comme le bout du monde, a d'importantes capacités, insuffisamment mises en valeur, mais qu'on ne vienne pas dire à quelqu'un qui est en-

fonction depuis sept ans, quand on exerce dans cette région la majorité depuis cinquante ans, que c'est à lui que le retard est dû !\

C'est pourquoi deux actions me paraissent nécessaires. Je crois qu'il faut d'abord supprimer les obstacles qui pénalisent injustement les producteurs du Gers, car il y en a, il faut donc les supprimer. J'ai demandé au ministre de l'agriculture de recevoir les représentants départementaux de votre profession, il l'a fait, il continuera de le faire. Un dialogue est nécessaire. La situation particulière de l'agriculture gersoise doit être prise en considération autrement que dans les grandes études nationales, et je vous donne l'assurance que les décisions annoncées par le ministre de l'agriculture seront entièrement exécutées.

- Ces décisions concernent, vous le savez, la prise en charge des intérêts des prêts spéciaux "calamités". Votre département a beaucoup souffert `inondations`, il s'est endetté pour faire face à ses charges, il est normal que les intérêts soient pris en charge dans des conditions équitables.

- Les obligations de distillation `armagnac` auxquelles sont soumis les viticulteurs et - les agriculteurs qui sont là me comprendront - la nouvelle organisation des éleveurs de la Blonde d'Aquitaine, sont des sujets importants. J'ai dit ailleurs que nous devons conserver nos races régionales. Nous avons en France une grande variété de races animales. Nous ne pouvons pas devenir un pays qui s'uniformise à partir de quelques races importées, car ces races sont adaptées à un terroir, à des conditions naturelles. Je suis donc favorable à une nouvelle organisations des éleveurs de votre race locale, la Blonde d'Aquitaine. J'ajoute, c'est un point important et vous me comprendrez à mi mots - c'est d'ailleurs très agréable d'être dans une réunion publique où les gens peuvent vous comprendre à mi mots, et la preuve, c'est que quand vous aurez compris à mi mots, vous applaudirez, si je puis dire, à plein temps - que la date de la prochaine augmentation du droit sur les alcools devra tenir compte de la situation des marchés. C'est pourquoi le gouvernement proposera au Parlement un report de la date actuellement envisagée. De même la France va proposer à ses partenaires un report de l'application de la réglementation communautaire relative aux oies et aux canards.

- Je ne vous dis pas cela - c'est M. François-Poncet qui va être chargé naturellement de le proposer - uniquement parce que je suis à Auch ce soir, mais c'est parce qu'il y a dans notre Sud-Ouest une tradition de qualité dans la production agricole, et une tradition familiale. La plupart de ses produits sont de caractère familial. Nous ne devons pas les laisser écraser par des réglementations industrielles ou semi-industrielles, ce n'est pas notre idée. La France est un pays de qualité, les productions de qualité français doivent continuer à être soutenues et encouragées.\ Enfin, pour l'avenir, je propose que la mission du grand Sud-Ouest qui travaille à Toulouse, et qui d'ailleurs travaille bien, mais qui naturellement a démarré lentement, ce qui est normal lorsqu'on lance un plan de dix ans - quand je suis venu ici, personne ne m'a cru £ personne ! Ensuite nous avons annoncé les crédits, mais l'administration a été lente à se mettre en marche. Elle s'est mise en marche, et maintenant il faut accélérer le mouvement. Il y a d'ailleurs une association qui a pour objet précisément de développer les activités de ce plan du grand Sud-Ouest - je propose donc que cette mission du grand Sud-Ouest prenne contact avec les autorités départementales, et notamment avec vous, monsieur le sénateur et messieurs les élus, pour faire bénéficier massivement le Gers de toutes les aides prévues dans ce plan de dix ans. Quand je regarde la carte à l'heure actuelle, j'observe que le Gers n'est pas suffisamment bénéficiaire de ce programme, et je souhaite que sur la période 1982 - 1990 qui sera largement la période de mon septennat nouveau, on assiste à ce progrès spectaculaire du Gers.

- Quelques indications : les crédits de formation ont déjà été majorés des deux tiers, et ces crédits sont très importants pour les jeunes agriculteurs, et aussi pour les nombreux artisans gersois. Les crédits de remembrement - car vous étiez en retard à cet égard - ont triplé, et également ce plan a permis le lancement de travaux routiers importants, notamment sur la liaison Auch - Toulouse et sur le grand axe Nord-Sud auquel j'attache une importance particulière, qui est celui de la nationale 21. Ces investissements sont nécessaires pour vous relier à la vie moderne, et il faut maintenant agir directement sur les activités économiques.\

L'opération montée par les jeunes agriculteurs du Gers, ce qui montre la vitalité du milieu agricole de votre région, est un exemple d'utilisation intelligente des aides du plan du grand Sud-Ouest, mais il faut adapter davantage ces aides à la situation particulière des jeunes Gersois, et je souhaite que l'artisanat, l'industrie agro-alimentaire, les petites et moyennes entreprises présentes dans votre ville et dans votre département nous proposent de nouvelles expériences de ce genre, bien adaptées à la situation locale. Ces petites et moyennes entreprises, j'ai dit à Marseille, je redirai mercredi ou jeudi à la télévision, que je souhaite les libérer, il faut mieux faire confiance aux libéraux, permettez-moi de vous le dire. Je suis quelqu'un qui ai supprimé la forme de contrôle qui pesait le plus sur les petites et moyennes entreprises - elles l'ont oublié, il paraît... -, je veux dire le contrôle des prix. Il y a encore trois ans on ne pouvait pas fixer un prix en France, quand on avait une petite entreprise, sans avoir une autorisation administrative. Tout à l'heure les restaurateurs du Gers m'ont dit : "Monsieur le Président, nous reconnaissons que maintenant tous nos contrôles ont disparu". Eh bien si j'ai un conseil à vous donner, et je vous invite à le suivre, c'est de faire confiance à celui qui a déjà libéré les entreprises pour achever la libération de ces entreprises, et pour permettre à ces entreprises petites et moyennes qui existent chez vous, et qui sont en quelque sorte le tissu français de notre économie, de pouvoir développer leurs initiatives. Il y a des obstacles que je connais, il y a des seuils qui sont placés trop bas, il y a des contraintes de toute -nature que nous pouvons réviser, et vous verrez dans le courant de l'année prochaine, si naturellement vous me faites confiance, nous continuerons la libération des forces productives de la petite entreprise française.\

Monsieur Castex, tout à l'heure, monsieur le sénateur, vous parliez de ce plan `grand Sud-Ouest`, et vous en faisiez un premier bilan. Quand on se présente à une élection... je ne sais ce que disent les autres à Auch ou dans le Gers, je ne peux pas le savoir & moi je vous dis ce que je sens, je pense à ce que je me dirai quand j'aurai terminé mon mandat, je ne pense pas à ce que je pourrais vous dire maintenant. C'est très facile : je pourrais vous dire que je supprime les impôts, que je jette l'argent par les fenêtres. Je peux parfaitement vous le dire, j'ai la capacité de vous dire : que chacun rentre chez soi le soir en n'ayant plus un centime à verser, en France, on va verser une corne d'abondance, j'ai tendu mon porte-feuille, il est plein.. etc.. ! Naturellement je ne pense pas à cela, parce que n'importe qui peut le dire, n'importe qui qui ne respecte pas ses concitoyens. Moi j'imagine ce que je penserai à la fin de mon mandat, et je ne veux pas vous avoir trompés parce que je ne voudrais pas me dire ensuite : dans la conscience des Françaises et des Français il y a cette idée qu'ils ont élu un Président de la République qui dans le fond les a trompés, il avait promis des choses, il savait très bien qu'il ne pourrait pas les faire. Donc je pense à ce que je penserai, et je souhaiterais que ce grand Sud-Ouest apparaisse comme une région de très grand avenir pour la France.

- Je sais, hélas, hélas... que dans ce grand Sud-Ouest, malgré vous, je n'aurai pas autant de voix dans cette élection que je souhaiterais en avoir. J'en aurai plus que la fois dernière. Vous verrez, mais je n'en aurai pas autant que je souhaiterais en avoir, et si vous me permettez de vous le dire simplement - quand j'ai commencé cette campagne, j'ai dit que je respecterais la règle de la vérité, mais je la respecte de part et d'autre & je dis la vérité, mais j'écoute la vérité - je n'en aurai pas autant que je le mérite, car je suis après tout le premier à m'être véritablement occupé de l'avenir du Sud-Ouest de la France. Ce que je souhaite, c'est qu'à la fin de mon mandat, mon nom reste dans les annales du Sud-Ouest, et quand il y aura des réunions de ce genre, avec de futurs bateleurs d'estrade, quelqu'un viendra dire : vous savez, il y avait quand même quelqu'un qui avait compris nos problèmes, il y avait quelqu'un qui avait eu une grande idée pour le Sud-Ouest de la France, c'était M. Giscard d'Estaing. Eh bien au lieu de le mettre à l'imparfait, mettez-le au futur !\

Mes objectifs, mes grands objectifs pour la France - j'espère ne pas vous retenir trop longtemps, mais comme vous êtes venus pour cette réunion, je tiens à vous honorer en vous expliquant ces objectifs - c'est la paix, la liberté, la solidarité, l'espoir.

- D'abord la paix. Nous sommes dans une région dont tous les villages sont hérissés de monuments aux morts. On regarde les noms, il y a les noms de toutes les familles. C'est vrai dans le Gers - c'est vrai dans les Hautes-Pyrénées qui a fourni un tribut très lourd aux deux

dans le Gers, c'est vrai dans les hautes-Franches qui a fourni un tribut très lourd aux deux dernières guerres, c'est vrai partout dans le Sud-Ouest, et je considère que le premier devoir d'un Président de la République, c'est de se battre pour la paix. Vous savez, on vous le rappelait tout à l'heure, François-Poncet vous disait quelle est la concentration des armes sur notre continent, vous savez parfaitement que le rideau de fer est plus proche de notre frontière que Brest n'est proche de Strasbourg. Vous le savez. Vous savez qu'il y a une concentration d'armements nucléaires telle que chacune et chacun de vous a droit individuellement à quatre tonnes de dynamite. Quand le Président de la République est visé par un attentat, ce sont quelques kilos de plastic, mais chaque Française et chaque Français à droit individuellement à 4 tonnes de dynamite actuellement stockées sur le sol de l'Europe ! Voilà notre -état de sécurité et personne ne vous parle de la sécurité. On vous parle de quelques avantages catégoriels, de quelques allègements de ceci ou de cela, que d'ailleurs on n'a pas fait dans le passé, et que d'ailleurs on ne ferait pas dans l'avenir... A bon entendeur salut ! Mais pourquoi ne vous parle-t-on pas de la paix ? Pourquoi traite-t-on avec ironie, une ironie déplacée, de mauvais aloi, de mauvais niveau d'ailleurs, les efforts du Président de la République française pour maintenir le dialogue pour la paix ? Pourquoi ne respecte-t-on pas la fait que j'ai maintenu le dialogue avec les plus grands, parce que je pensais que c'était l'intérêt de la France, l'intérêt de l'Europe, l'intérêt du monde, que chacun connaisse exactement de part et d'autre nos intentions, les conséquences de chaque action, et qu'il fallait procéder aux mises en garde nécessaires, ce que j'ai fait ?

- Croyez-vous, parce qu'on en a parlé, que lorsque je suis allé à Varsovie `Rencontre avec L. Brejnev` j'y suis allé à la légère, comme on fait un voyage de tourisme ? Qui donc a la légèreté de prétendre des choses de ce genre ? J'ai à côté de moi M. François-Poncet. Nous avons parlé du voyage de Varsovie à plusieurs reprises, nous nous sommes dit : est-ce que c'est utile ? Est-ce que les Soviétiques sont bien informés ? Est-ce qu'ils connaissent exactement ce que seraient nos réactions s'il y avait à nouveau une atteinte portée à la détente ? Est-ce qu'ils le savent ? Est-ce qu'il n'est pas utile de le leur dire au sommet ? Pour qu'ils puissent en tenir compte ? Par conséquent, comme je l'ai déjà dit à la question d'un journal, connaissant tout ce que je connais et que je suis le seul à connaître en France, s'il fallait retourner à Varsovie pour avoir avec les hautes autorités soviétiques une conversation pour leur dire quel est l'enjeu de leur décision éventuelle, je retournerais à Varsovie... et je maintiendrais l'effort pour la paix !\

La liberté. La liberté, nous croyons que cela va de soi. Nous assistons à une campagne électorale pratiquement sans précédent. Vous n'avez qu'à vous renseigner : dans quel pays du monde un chef d'Etat en exercice, ce que je suis - je suis Président de la République française jusqu'au 24 mai prochain, participe-t-il sur un pied d'égalité à une campagne électorale où il retrouve à la fois des personnages importants, des élus, mais également, disons-le, des inconnus ? Dans quel pays du monde cela se produit-il ? Dans quel pays du monde y a-t-il cette égalité qui fait que je passe à mon rang, au quatrième, sixième, huitième rang, je n'en sais rien, dans les émissions de télévision ? Citez-moi un pays du monde dans ce cas. Comment se fait-il qu'on ose critiquer la liberté en France, alors que nous avons vu les critiques vis à vis du Président de la République s'exprimer de la façon la plus libre, et parfois de la façon la plus dévergondée, au-cours des mois précédents ? En-matière de liberté, je n'ai de leçon à recevoir de personne !

- J'ai maintenu pendant sept ans la France aussi libre qu'un pays de notre temps pouvait l'être, malgré la violence, malgré la critique, malgré les attaques, etc. et si je suis élu à nouveau, je maintiendrai la France comme un pays de liberté, vous pouvez me faire confiance. Je ne suis pas sûr que je ne sois pas le seul auquel vous puissiez faire confiance pour le faire.\

La solidarité : dans une campagne, on flatte les égoïsmes, je ne flatte pas les égoïsmes, parce que je pourrais, naturellement, le faire, je pourrais vous prendre un par un, vous demander quel est votre métier, quelle est votre profession, qu'est-ce que vous voudriez voir comme allègement, voire comme suppression de ceci, etc., je pourrais parfaitement le faire, mais un grand peuple qui va choisir son destin ne peut pas le faire à partir de l'addition de ces égoïsmes, il doit le faire à partir du sentiment qu'il a d'être une communauté, d'avoir une solidarité entre ses membres et la noblesse des Françaises et des Français, pendant sept ans où nous avons la crise, c'est que nous avons fait progresser la solidarité plus vite que pendant les périodes d'abondance ! Je

prends quelques exemples :

- Les personnes âgées : ces personnes âgées, dont, jusqu'à 1974, dans cette période qu'on disait si riche et si facile, n'avait pas amélioré leur sort. Quand l'avons-nous amélioré ? Nous l'avons amélioré pendant la crise et, en quelques années, les Françaises et les Français, ont transformé la condition matérielle et morale des personnes âgées. Ils l'ont fait dans un esprit de solidarité, d'affection et de respect et nous maintiendrons cet effort envers les plus âgés des Français.

- Les familles : là aussi, d'ailleurs, quand on regarde les réalités, on est stupéfait, pendant la période d'abondance le pouvoir d'achat des familles n'a pas progressé en France. C'est incroyable qu'on n'ait pas pu, à un moment où on avait 5 %, 6 % de croissance, prélevé pour améliorer le pouvoir d'achat des familles. On ne l'a pas fait. Et dans la période de crise, vous avez amélioré le pouvoir d'achat des familles en France. Pendant les dix ans précédents, zéro, pendant les sept ans qui viennent de s'écouler, une progression régulière, tous les ans, du pouvoir d'achat des familles en France, ce qui était d'ailleurs nécessaire, puisqu'elles sont porteuses de l'avenir de notre pays.\

Une autre catégorie - j'en parle dans le Gers en connaissance de cause, sachant ce qui s'y dit, mais sachant ce que j'ai fait - les rapatriés. Nos frères rapatriés d'Afrique du Nord : je suis arrivé en 1974, la première loi que j'ai fait voter, c'est une loi d'amnistie et quand on dit qu'elle aurait pu être meilleure, elle a été votée en 1974 et donc ce ne sont pas ceux qui l'ont fait voter en 1974 qui peuvent proposer aujourd'hui de l'améliorer.

- L'indemnisation.. les événements d'Afrique du Nord, nous savons bien leur date, nous savons bien que ce sont les années 1960.. la première loi d'indemnisation a été votée sous mon septennat en 1978 et elle a été mise au point après de longues concertations avec les organisations de rapatriés : 11 milliards de francs. Sans doute, naturellement, ce n'est pas le montant de tout ce qu'ils ont perdu, mais 11 milliards de francs ont été payés entre le début 1978 et le jour où je vous parle, et nous avons établi des priorités pour les rapatriés âgés, parce que c'était naturel et nous allons continuer à améliorer cette loi comme cela est nécessaire.

- L'expérience, en effet, a montré que sur un certain nombre de points elle devait être améliorée & nous reprendrons avec les organisations représentatives - je dis bien représentatives - des rapatriés, car je peux vous dire que l'immense majorité des rapatriés et des Français musulmans m'apportera ses suffrages dans cette élection et j'en ai assez d'entendre parler de groupuscule où je retrouve, hélas, d'anciens et donc, il faut bien le dire, de faux amis, qui parlent au nom de ceux dont ils pourraient savoir qu'avant ma présidence de la République, leur sort n'a jamais été traité, dont ils pourraient savoir encore qu'au mois d'août, l'été dernier, l'inauguration d'un monument au souvenir a donné lieu à des scènes scandaleuses, et dont ils pourraient se souvenir. Eh bien, ces rapatriés, nous allons poursuivre naturellement l'effort de solidarité envers eux. Je recevais d'ailleurs tout à l'heure, avec les agriculteurs gersois, un représentant des agriculteurs rapatriés, il y a des problèmes d'endettement de ces agriculteurs, nous allons les traiter dans un esprit de justice et je suis sûr que nous réussirons à régler leurs problèmes, de même qu'il y a, concernant les effets de l'inflation sur les titres, la mobilisation des titres, un certain nombre de problèmes réels que nous allons traiter au-cours des mois à venir, dans un esprit de justice.\

Dernière solidarité : les régions. Il y a, comme c'est naturel dans une période de développement, des régions riches, il y a des régions moyennes, il y a des régions en difficulté et nous devons maintenir la solidarité régionale entre les régions. C'est pourquoi le plan du grand Sud-Ouest est un transfert de ressources en direction du Sud-Ouest et dans ce Sud-Ouest, nous devons regarder avec soin la situation de tel ou tel département, de tel ou tel terroir en difficulté, et je souhaite que dans les années à venir du plan du grand Sud-Ouest, nous tenions davantage compte de la situation de tel ou tel département comme le vôtre qui connaît des difficultés particulières.\

La paix, la liberté, la solidarité, l'espoir. Je vous ai parlé tout à l'heure de l'espoir. Dans une campagne nationale qui vous concerne autant que moi, parce que dans cette campagne, il y a quelque chose que je ne voudrais pas que vous croyez, c'est qu'il y a sur l'estrade les gens que cela concerne et qu'il y a dans la salle des femmes et des hommes auxquels c'est indifférent,

notre rôle sera le même, en réalité, c'est votre sort individuel qui se décide tout autant que celui des candidats. Les candidats viennent exposer leur programme, ainsi de suite, mais leur sort n'a pas plus d'importance, y compris le mien, que celui des Françaises et des Français dans la période 1981 - 1988 et donc l'espoir, pour moi, c'est un espoir pour la France, ce n'est pas un espoir individuel. J'ai cessé de faire carrière, j'ai été élu Président de la République, à 48 ans, le plus jeune de France, c'est fini pour moi. Je veux dire que ce que je cherche à faire, à l'heure actuelle, c'est de conduire le progrès de notre pays, c'est-à-dire le progrès de vous tous.

- Eh bien, cet espoir, je vous l'ai indiqué tout à l'heure, c'est que la France se place en tête. Vous avez, j'en suis sûr, les uns ou les autres, un certain scepticisme un certain doute, parce que nous sommes un vieux peuple, mais nous sommes un vieux peuple qui est en même temps un peuple jeune et nous devons avoir un espoir qui est de nous placer dans le peloton de tête : nous en sommes capables. Je voudrais qu'en 1988, on dise dans le monde qu'un Française ou un Français cela vaut une Américaine ou un Américain, et cela vaut une Japonaise ou un Japonais... Puisque nous l'avons fait dans le domaine militaire, troisième puissance du monde, puisque nous l'avons fait dans le domaine nucléaire, programme le plus important du monde, pourquoi ne pas le faire dans les autres domaines ? Qu'est-ce qui nous empêcherait de le faire ? Nous en sommes capables. Et je souhaite qu'ensemble, dans les années qui viennent, nous portions la France, ce vieux pays intelligent et capable, en tête des pays les plus avancés.

- Si vous voulez, dans cette campagne qui à la fois me porte, me passionne et m'angoisse, c'est de me dire que je suis sûr que nous en sommes capables, j'en suis sûr, sinon je ne vous le dirais pas, mais également je crains que par les facilités, par les tromperies, par les illusions, un certain nombre de Françaises et de Français s'en détournent alors que nous en sommes capables. Cet espoir pour la France, c'est aussi l'espoir pour le grand Sud-Ouest. Je vous répète, vous avez pour vous des atouts considérables, vous avez des handicaps, mais on peut les surmonter. Vous avez de grands atouts. Pourquoi cette région, qui est une région bénie de la nature, une région bénie de la civilisation, sans doute une des plus belles régions du monde, pourquoi n'est-elle pas plus prospère, plus heureuse ? Pourquoi n'a-t-elle plus de confiance en elle-même ? Qu'est-ce qui l'explique ? Eh bien, je pense que si nous avons ce grand projet pour le Sud-Ouest et pour la France, nous réussirons à retrouver l'espoir. Cet espoir, c'est naturellement avec la jeunesse que nous allons le conduire...

- Je vais vous expliquer un peu quelle a été mon attitude dans cette campagne : j'ai fait déjà beaucoup de campagnes, et, dans une campagne, je cherche toujours à sentir ce qui se passe. Vous avez des stratèges, vous avez des spécialistes en publicité, qui vous donnent un certain nombre de conseils : mettez une cravate ou un noeud papillon, habillez-vous de couleur claire ou de couleur foncée, etc... qui vous préparent des slogans, mais ce n'est pas du tout ma méthode. Ma méthode c'est de sentir ce qui se passe et depuis le début de cette campagne, j'ai senti que ceux qui m'aidaient le plus, c'était les jeunes. On aurait pu croire le contraire je me souviens des personnages importants de notre vie politique nationale, et je vous assure, heureusement que j'ai le scrupule de la fonction, parce que sinon j'écrirais mes mémoires avec délice, si je pouvais vous raconter tout ce qui m'a été dit dans mon bureau depuis sept ans, tout ce qui m'a été proposé, toutes les confidences, toutes les suggestions, ce serait certainement et de loin un ouvrage à la plus grande diffusion que la France ait jamais publié et, je l'espère, lu..., je ne veux pas le faire, mais je me souviens que beaucoup de personnages importants de la vie publique m'ont dit : "Vous avez tort de proposer le vote à 18 ans, vous avez tort, parce que les jeunes ne voteront pas pour nous". Et j'ai répondu : "Cela m'est égal, si on propose le vote aux jeunes français, ce n'est pas à partir d'un calcul, en se disant : on leur donne le droit de vote pour qu'ils votent pour nous, c'est pour qu'ils exercent leur responsabilité au sein de la société française, et puisqu'ils sont éduqués, informés, ils ont leur opinion, ils diront quelle est leur opinion".

- Depuis cette campagne, je sais que le groupe qui m'apporte le soutien le plus actif et le plus vivant, ce sont les jeunes. Je vois d'ailleurs une pancarte dans le fond, sur cette pancarte, il y a marqué : "J'ai 18 ans, je vote Giscard". Cette pancarte me paraît excellente, mais je voudrais qu'il y ait à côté une autre pancarte sur laquelle il y aurait écrit : "Je n'ai plus 18 ans, je vote quand même Giscard" !!

quand même Giscard : \

Quand on est candidat et qu'on parle d'unité, chacun croit qu'on parle d'unité pour soi. Moi, je parle de l'unité comme elle devrait être la règle de vie des Français. Je suis venu dans le Sud-Ouest, j'ai été dans l'ensemble bien accueilli, je n'y ai pas cependant été accueilli comme un Président de la République française devrait être accueilli, et j'ai regretté qu'il n'y ait pas une unanimité plus complète. Je crois qu'en dehors des périodes électorales où on choisit en fonction de son idéologie, des candidatures, dans le reste de notre vie nationale, nous devrions avoir un sentiment d'unité plus fort. Quand les Français se rencontrent au-delà de nos frontières, dans un pays étranger, et je les vois, parce que j'ai beaucoup circulé pendant mon septennat, ils ne savent plus quelle est leur opinion politique, ainsi de suite, ils se retrouvent tous, vous vous souvenez, monsieur de Guiringaud, et ils vous applaudissent, parce qu'ils sont contents de voir le Président de la République française, pourquoi n'est-ce pas comme cela dans notre pays ? Pourquoi lorsque le Président de la République vient quelque part, c'est l'occasion de manifestations, c'est l'occasion de critiques, c'est l'occasion de divisions ? Est-ce que nous ne pouvons pas avoir un sentiment national plus fort entre nous ? Nous devons donc travailler pour l'unité de la France, je vous répète, en respectant naturellement la diversité des opinions et des idéologies. J'ai entendu ce que disaient les deux orateurs précédents, M. Castex et M. François-Poncet, je crois que dans le Sud-Ouest il y a sous-jacentes certaines aspirations à davantage d'unité, et je souhaite que peu à peu, au cours du septennat nouveau, les Françaises et les Français se reconnaissent davantage comme Français plutôt que membres de telle ou telle famille politique, de telle ou telle organisation, de tel ou tel sectarisme qui a pour objet de les diviser. C'est pourquoi le septennat nouveau sera aussi celui de l'unité.\

Le dernier Conseil européen s'est tenu il y a quelques semaines dans une petite ville des Pays-Bas, à Maastricht, c'est là qu'il y a trois siècles périt Charles de Batz, comte d'Artagnan, pendant le siècle de Maastricht. Ce jour-là, en pensant à d'Artagnan, j'ai ferraillé contre mes neuf partenaires ! Le résultat, vous le connaissez, vous ne pouvez pas l'apprécier complètement encore, il faut qu'il soit en application : c'est un accord sur les prix agricoles de la campagne 1981 - 1982, accord que les ministres de l'agriculture ont signé quelques jours plus tard, et qui n'aurait jamais été obtenu sans l'insistance personnelle du Président de la République, accord qui pour la première fois depuis cinq ans, s'il est correctement appliqué, va se traduire par une hausse des prix agricoles supérieures au taux d'inflation, et donc supérieure à l'augmentation des charges trop lourdes qui pèsent sur l'agriculture.

- Donc j'ai ferraillé contre mes neuf partenaires, et aujourd'hui, par le hasard de la vie, je ferraillé de nouveau contre neuf concurrents. Mais de même que j'ai gagné à Maastricht pour les intérêts de l'agriculture française, de même j'ai décidé de gagner pour la France et pour les Français ! Mes neuf concurrents ont commis l'erreur de prendre pour devise : tous contre un. Tant pis pour eux, car il en faut plus de neuf, ou en tous cas plus de neuf tels que ceux-là, pour triompher de celui qui porte l'espérance de son pays. Ma devise à moi, naturellement, vous la devinez, c'est celle des cadets de Gascogne, "un pour tous, tous pour un", car c'est la devise de l'unité et de la victoire, c'est la devise que je propose aux Françaises et aux Français, "un pour tous, tous pour un" ! Ensemble, nous allons gagner. Avec vous, vive la Gascogne, et vive la France !\